

« *Vers la fin de [l'extrême] pauvreté* » (Page titre de The Economist, 1-7/06/13)

## **Le capitalisme du XXI<sup>è</sup> récupère le socialisme du XX<sup>è</sup> siècle**

Utilisant une norme de la Banque mondiale, le magazine porte-voix de la City célèbre l'atteinte avant terme du premier sous-objectif du développement du millénaire fixé par les Nations unies en 2000 devant être atteint en 2015. C'est l'exception qui confirme la règle de l'échec général de ces objectifs. Mais que signifie ce succès relatif ? Quelle en est la cause ? Est-il durable ?

« *Sur les 7 milliards de personnes vivant sur la planète, 1.1 milliard subsistent en dessous du seuil de pauvreté extrême internationalement accepté de 1,25 \$ par jour. [...] (Le seuil de pauvreté moyen des 15 pays les plus pauvres mesuré en dollars de 2005 et ajusté pour les différences de pouvoir d'achat) [...] : les gens en dessous de ce niveau [...] ne manquent pas seulement d'éducation, de soins de santé, de vêtements appropriés et d'un abri, dont la plupart des gens dans la plupart des pays tiennent pour acquis, mais encore ils n'ont pas assez de nourriture pour leur santé physique et mentale.* » (The Economist, premier éditorial [Towards the end of poverty](#), 1-7/06/13, ma traduction)

### **Une statistique fabriquée cachant un échec patent**

En un mot, cette norme qui ne permet même pas à une personne de reproduire sa propre force de travail, comme le dirait Marx, et encore moins celle de ses enfants, est complètement arbitraire. Elle ne s'appuie que sur des gouvernements des pays les plus pauvres, les plus dépendants des FMI et Banque mondiale, les plus à la remorque des pays impérialistes, les plus aptes à s'accommoder de normes condescendantes lesquelles n'ont rien à voir avec la réalité. On constate que des dix-neuf sous-objectifs du millénaire répartis sur huit grands objectifs dont aucun ne sera atteint à 100%, l'ONU elle-même admet que seulement trois sont atteints dont celui de « *[r]éduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar [révisé à 1.25 \$] par jour* » (Nations unies, [Éliminer la pauvreté 2015](#), visité le 8/06/13). Elle précise le plus souvent qu'aucun ne sera atteint en 2015 car, comme elle le dit à propos de l'un des sous-objectifs, « *[d]epuis 2008, cette diminution ralentit du fait de la crise.* »

Entre autre, le sous-objectif crucial de « *[r]éduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim* » est hors de portée car « *[l]e progrès pour réduire la faim a ralenti ou stagné dans de nombreuses régions [dont certains pays...] touchés par la crise alimentaire et financière* », ce qui en dit long sur la pertinence du sous-objectif de diminuer de moitié le niveau de pauvreté mesuré en dollars. Pourtant, « *[d]'après la FAO elle-même, on cultive aujourd'hui suffisamment de nourriture que pour alimenter 12 milliards de personnes alors que nous sommes 7 milliards sur Terre* » et « *chaque année, on gaspille 1,3 milliard de tonnes de nourriture, soit un tiers de la production planétaire* » (Esther Vivas, [Manger des insectes pour résoudre la faim dans le monde ?](#) et [De la nourriture pour manger et pour jeter ?](#), Publico.es par ESSF, 18/05/13 et 01/01/13).

Comme le concède l'éditorial de The Economist, « *...beaucoup des objectifs de développement du millénaire — comme abaisser la mortalité maternelle des trois quarts et celle des enfants des deux tiers — ne seront pas atteints...* ». L'ONU prétend avoir aussi atteint le sous-objectif non chiffré d'« *[a]méliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie de 100 millions d'habitants des taudis* » sauf qu'elle admet qu'« *en dépit de la réduction du pourcentage des populations urbaines vivant dans des taudis, en termes absolus, le nombre de personnes vivant dans ces taudis continue d'augmenter du fait de l'accélération de l'urbanisation.* » L'autre sous-objectif conquis, selon elle, serait la poursuite de « *la mise en place d'un système commercial et financier ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire* ». Cette détermination est incontestable. Quant à sa contribution à l'élimination de la pauvreté, l'affaire mérite d'être discutée.

### **Le secret du relatif succès chinois**

Selon la revue de la City, la réduction de moitié de la pauvreté extrême en termes de revenu en dollars « revient au capitalisme et au libre-échange ». La preuve en serait que :

« [L]a Chine (qui n'a jamais montré aucun intérêt aux objectifs de développement du millénaire) est responsable des trois quarts de la réalisation. Son économie a connu une croissance si rapide que, même si l'inégalité est en hausse rapide, l'extrême pauvreté est en train de disparaître. »

De un, on apprend que l'ONU et son bazar n'y sont pour rien pour expliquer l'apparent succès onusien et, de deux, que le mérite en revient à la Chine capitaliste de Deng et non pas à celle collectiviste de Mao. La preuve en serait que la bataille a essentiellement été gagnée après l'an 2000 quand l'économie chinoise a décollé en grande suite à son intégration au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) :

« La consommation dans les pays en développement a augmenté de près de 2% par an depuis 1980. Mais il y a eu une forte augmentation depuis 2000. Avant cela, la croissance annuelle était de 0,9%, après, le taux a bondi à 4,3%. » (The Economist, [Not always with us](#), 1-7/06/13)

The Economist admet que « [L]a gouvernance laissant plus à désirer en Inde et en Afrique, les deux prochaines cibles, signifie que l'expérience de la Chine est peu susceptible d'être rapidement répliquée. » À quoi est due cette différence de « gouvernance » entre la Chine et l'Inde ? L'Inde s'est libéralisée dès les années 80 pour finalement faire sauter, en 1991, l'essentiel de son lourd système de contrôle étatique de l'économie. Une importante crise des changes, suite à des emprunts internationaux massifs, et la perte de son allié soviétique obligèrent le capitalisme semi-autarcique indien à pleinement intégrer le marché mondial et son libre-échange. Pourtant, la Chine non capitaliste avait été, plus par obligation que par choix suite à son isolement par l'impérialisme, encore plus autarcique que l'Inde. Pourquoi son intégration au marché mondial fut-elle plus réussie non seulement en termes de croissance mais surtout de performances sociales de base ? Un coup d'œil sur les statistiques de la Banque mondiale ([Données](#)) montre, par exemple, que l'analphabétisme de l'Inde est au moins cinq fois plus élevé que celui de la Chine, que la mortalité infantile y est 3.5 fois plus élevée... mais que les émanations de CO2 par habitant, pour raison de sous-développement, y sont quatre fois moindre.

N'est-ce pas parce qu'à la sortie de la Deuxième guerre mondiale, la Chine avait accompli une révolution anticapitaliste alors que l'Inde ne s'était limitée à se libérer du joug britannique ? La Chine était passée par une profonde révolution sociale transformant de fond en comble ses rapports sociaux tandis que l'Inde, par sa révolution nationale démocratique, gardait intact les siens que lui léguait le colonialisme. La disparition de la grande propriété foncière en Chine ne trouva pas d'équivalent en Inde. Par la suite, la dictature bureaucratique du Parti communiste chinois, empêtrée dans le moule stalinien, empêcha le déploiement de l'initiative paysanne malgré la réalisation de grands travaux d'infrastructures et d'importantes réformes administratives et sociales— non sans erreurs monumentales à un coût humain exorbitant et démoralisant telles le Grand bond en avant et la Révolution culturelle — qui préparèrent cependant l'avenir.

La semi démocratie indienne, née dans un nettoyage ethnique de grande ampleur brisant le sous-continent en trois pays, n'arrive pas à décoller, après plusieurs faux départs, lestée qu'elle est par une misère endémique qui des campagnes a gagné les immenses bidonvilles urbains, par une guerre civile larvée contre les Naxalites s'appuyant sur les populations dite « tribales » et par deux autres guerres de basse intensité qui n'en finissent plus contre la nation Cachemiri, en rivalité avec le Pakistan, et contre les nationalités de l'Assam. Pendant que l'Inde s'enlisait d'à coup en à coup, Deng, en même temps qu'il libérait le paysan en libéralisant l'économie, récoltait les fruits quelque peu amers que la révolution anticapitaliste et anti-impérialiste sous la direction du PCC de Mao avait semé mais avait empêché de pousser. Cette contradictoire libération/libéralisation qui a généré une impressionnante croissance se fait, toutefois, au prix d'une augmentation fulgurante des inégalités et de la corruption, du vol des terres paysannes et d'une forte exploitation du travail urbain, et d'une immense dégradation environnementale, qui annoncent des crises majeures.

**De la Chine sur la voie capitaliste à Cuba qui s'accroche... du bout des doigts**

Il est d'ailleurs remarquable comment un pays comme le Venezuela qui s'oppose un tant soit peu à l'impérialisme, du moins des ÉU et de ses alliés, et qui prend ses distances du modèle néolibéral sans toutefois rompre avec le capitalisme, par son extractivisme redistributif performe socialement mieux que l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes. C'est ce que révèle les indicateurs sociaux de base tels que reflétés, par exemple, par l'indicateur de développement humain (IDH) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ([Rapport sur le développement humain 2013](#), annexe statistique, tableau 2). Les mêmes données sur l'Équateur, et surtout sur la Bolivie, sont toutefois moins convaincantes.

Reste que pour cet indicateur, l'exemple de Cuba est percutant. Malgré un revenu national par habitant au niveau des pays moyennement développés, l'IDH, et encore plus l'IDH non monétaire, se hisse au niveau des pays développés. Ceci malgré la contre performance de la décennie 1990 suite à l'éclatement de l'URSS, son allié stratégique. À noter aussi que l'emprunte écologique de Cuba eu égard à son IDH non monétaire paraît constituer un optimum mondial (Wikipédia, [Human welfare and ecological footprint](#), visité le 9/06/13). Nul doute que la révolution cubaine qui a chassé tant l'impérialisme que la bourgeoisie nationale y est pour quelque chose. Il est dramatique que la combinaison de l'embargo étasunien, et pendant longtemps de la menace d'invasion, et de la gestion bureaucratique à la soviétique de l'économie, devenue un échec cuisant, conduit ce pays non capitaliste à laisser revenir l'entreprise privée par la porte arrière et dorénavant à la laisser pousser de l'intérieur faute d'incapacité du régime à se démocratiser.

### **Le réservoir vieux socialiste épuisé, une nouvelle tactique pour une nouvelle division**

Faute d'inavouables relais antilibéraux ou anti-impérialistes devenus inexistantes, The Economist est embêté pour savoir comment éliminer la presque totalité de l'autre moitié de l'extrême pauvreté d'ici 2030 comme s'y sont engagées, aiguillonnées par le Secrétariat général des Nations unies, les sommités de ce monde ces jours-ci. Encore et toujours plus de libéralisation des marchés, internes et externes, de clamer la revue. De son côté,

« [I]e président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, a pressé les entreprises privées canadiennes spécialisées dans l'extraction de ressources naturelles de l'aider dans l'élimination de la pauvreté extrême de la surface de la planète d'ici 2030. [...] [L]es entreprises doivent... savoir reconnaître la "chance historique" qui se présente à eux. "Elles n'auront pas seulement la chance de faire le bien, mais de gros profits aussi." » (Éric Desrosiers, [Éradiquer l'extrême pauvreté grâce à la manne privée](#), Le Devoir, 12/06/13)

On ne doute pas un instant que les minières canadiennes feront de « *gros profits* » :

« Plus de 75% des sociétés mondiales d'exploration ou d'exploitation minière ont leur siège au Canada et près de 60% de celles qui sont cotées en bourse s'enregistrent à Toronto. Mais pour ces entreprises, le Canada n'est qu'un pays de transition : leurs capitaux sont la plupart du temps étrangers, provenant d'Australie, de Belgique, de Suède, d'Israël ou des USA et leurs concessions sont en Équateur, au Mali, en Indonésie ou en Roumanie. [...] [L]e Canada est devenu, pour les compagnies minières, l'équivalent de la Suisse pour les compagnies financières : un paradis fiscal et judiciaire. Ce qui donne au pays un rôle pivot dans le développement de l'industrie extractive mondiale. » (Béatrice Héraud, [Canada : le paradis des compagnies minières](#), Novethic, 2012)

N'étant pas dupe de sa propre duperie ni des sornettes de la Banque mondiale, The Economist propose plutôt des programmes ajustés comme un gant pour uniquement les extrêmement pauvres :

« Grâce en partie à la nouvelle technologie, les pauvres ne sont plus une masse indifférenciée. Les systèmes d'identification sont de plus en plus importants et l'Inde a émis des centaines de millions de cartes à puce biométriques de tel sorte que les pays en viennent à connaître leurs pauvres par leur nom. Ce qui à son tour permet que les programmes sociaux soient mieux ciblés, étudiés et améliorés. Des programmes conditionnels de transferts monétaires tels que Oportunidades au Mexique et Bolsa Família au Brésil ont pratiquement éradiqué l'extrême pauvreté dans ces pays.

« Comme le nombre de pauvres baissent encore, non seulement les objectifs se restreignent mais le coût de l'aide tombera à des niveaux presque triviales. Il en coûtera peut-être 50 millions \$ par jour pour amener 200 millions de personnes au-dessus du seuil de pauvreté. »

Les institutions de Bretton Wood, depuis que l'hégémonie néolibérale s'est imposée, cherchent à jeter aux orties les programmes universels, dont les services publics, en faveur de programmes ciblés sur les clientèles définies, la plupart du temps les pauvres. Le but est de diminuer l'ampleur de la partie publique du salaire, conquête des « trente glorieuses » elles-mêmes résultant de la poussée révolutionnaire d'après la Deuxième guerre mondiale. Il est aussi d'éviter des émeutes de la faim générées par l'implantation des tristement célèbres « programmes d'ajustement structurel » du FMI. *Last but not least*, il provoque une nouvelle division structurelle au sein du prolétariat s'ajoutant à celles sexuelle, raciale et nationale, soit celle des précaires contre les permanents... jusqu'à nouvel ordre. Bien entendu, femmes, gens de couleur et étrangers font plutôt parti du premier groupe que du second. On perçoit le potentiel de sexisme, de racisme et de xénophobie qui en résulte.

L'embêtant de ses programmes ciblés est le refus des dite classes moyennes, prolétariat permanent ou croyant l'être et petite bourgeoisie nouvelle et traditionnelle, de vouloir les financer parce qu'elles en sont exclues pendant que les services publics sont charcutés. D'où l'argument du bon marché pour acheter la paix sociale. Émane du dilemme le camp du refus de ce compromis boiteux. Ce camp est mené dans les pays dépendants par les « oligarchies » — terme dont abusent maints antilibéraux qui en font le synonyme de grande bourgeoisie pour mieux en séparer les PME — et, dans les vieux pays impérialistes par les partis de la droite extrême et de l'extrême droite surtout dans les pays les plus durement frappés par la crise économique. Pour s'imposer, la droite bien pensante et (encore) démocratique essaie de cajoler les femmes et les minorités opprimées lesquelles bénéficieraient davantage, au prorata, de ces programmes ciblés. Ainsi tente-t-elle de se reconstruire une base sociale évanescence. Il y a de ça dans le politique proposée d'assurance autonomie du gouvernement du Québec pour financer les soins aux personnes âgées : ce serait gratuit pour les plus pauvres, mais vraiment pauvres. Quant à savoir ce que seront ces soins de base prises en charge par l'économie sociale, ça reste à voir.

### **La crise endémique du logement, la plaie de l'extrême pauvreté au Nord**

Dans le palmarès onusien 2013 de l'IDH, les pays réputés développés, à quelques intrus près (Corée Hong Kong, Singapour, Slovaquie) — mais manque la Grèce — occupent les 27 premières places dont le Canada au onzième rang alors que « *le plus meilleur pays au monde* », comme le disait l'ex premier ministre Jean Chrétien, a occupé longtemps la première position. N'y aurait-il donc aucun problème de « développement humain » autre que marginal dans ces pays ? On remarque que les composantes de l'IDH n'incluent pas la question du logement pas plus d'ailleurs que la kyrielle de statistiques de la Banque mondiale en dehors de l'accès à l'eau potable et à son assainissement, inclus d'ailleurs dans les objectifs de développement du millénaire. Il faut croire que les questions du prix, de la qualité et de la densité d'occupation des logements ne sont pas un problème dans les pays chauds. Edward Saïd, le père de l'orientalisme, aurait peut-être qualifié cet oubli de « sudisme ». En tout cas, c'est par cette brèche que surgit principalement la grande pauvreté dans les pays dit développés.

Mal pris, on peut recourir aux banques alimentaires recueillant les miettes du gaspillage des magasins d'alimentation :

« Les résultats de l'enquête Bilan-Faim 2011 démontrent une augmentation stupéfiante de 22 % entre 2008 et 2011 des demandes d'aide alimentaire au Québec. Dans un mois typique, les membres Moisson (banques alimentaires) de Banques alimentaires Québec procurent des denrées alimentaires pour 348 919 personnes [Le Québec compte huit millions d'habitants, NDLR]. Plus de 127 000 personnes bénéficiaires de cette aide sont des enfants (36,5 %). » (Banques alimentaires du Québec, [Communiqué du 16/11/11](#))

Rien, bien sûr, ne garantit une alimentation équilibrée quoique l'intense marketing de la malbouffe bon marché ne le garantisse pas non plus au commun des mortels. Quant aux vêtements, les friperies, le bout de la chaîne de cette filière carburant au *cheap labour* laquelle chaîne commence au Bangladesh, peuvent toujours fournir de quoi se vêtir pour presque rien à condition de ne pas y regarder de trop près... et d'avoir une bonne endurance au froid la bise étant venue.

Reste le logement, surtout l'hiver, car il faut bien se planquer quelque part à défaut d'habiter un lieu convivial :

« La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), l'organisme fédéral responsable de l'habitation, évalue, sur la base des données du recensement de 2006 [soit avant la crise, NDLR], que 260 700 ménages locataires québécois ont des besoins impérieux de logement, soit parce qu'ils paient un pourcentage trop élevé de leur revenu en loyer (plus de 30 % du revenu avant impôt), soit parce qu'ils habitent un logement qui n'est pas de qualité ou de grandeur suffisantes, soit parce qu'ils vivent une combinaison de ces problèmes.

Cette évaluation gouvernementale sous-estime l'ampleur des problèmes, puisqu'elle exclut tous les ménages qui, lors du recensement, avaient déclaré des revenus tels qu'ils devaient consacrer 100 % ou plus de leurs revenus au loyer. Selon le recensement, 61 480 ménages locataires québécois étaient dans cette situation. La SCHL ne tient pas davantage compte des personnes en situation d'itinérance dans ses calculs.

Quoiqu'il en soit, les ménages ayant des besoins impérieux représentent 21,8 % de l'ensemble des locataires. Cette proportion est beaucoup plus grande, s'il s'agit d'Autochtones (29,6 %) et en particulier d'Inuit (53,5 %). Elle l'est aussi dans le cas des ménages issus de l'immigration (30,9 %), surtout s'ils sont arrivés entre 2001 et 2006 (39,1 %). Les familles monoparentales sont aussi plus durement touchées que la moyenne (30,6 %), surtout si c'est une femme qui en est responsable (32,9 %). C'est aussi le cas des personnes vivant seules (27,5 %), surtout si elles sont âgées (30,2 %). (Front d'action populaire en réaménagement urbain — FRAPRU, [Les droits avant l'austérité](#), 11/12)

## Occupation conjointe contre la rente foncière et pour le logement

On comprendra que dans les pays dit développés, du moins au Québec, c'est la question du logement et son complément, celle du soutien du revenu, qui dominent dans les organisations populaires où militent principalement des femmes, les premières concernées par la gestion domestique et toutes ses quadratures de cercles. On peut même se demander s'il n'y a pas quelque chose de subliminale à ce que les mouvements Occupy/Indigné se soient fait remarqués par l'érection de villages temporaires sur les places. Enfin... N'empêche que la récente occupation de terrain dans le Sud-Ouest de Montréal, pendant cinq jours, pour faire pression sur les autorités municipales afin qu'elles constituent une banque de terrains pour les logements sociaux signalait une première jonction significative entre le réseau Occupons Montréal et consorts, qui ne lâche pas malgré sa discrétion médiatique, et une organisation populaire dédiée au logement, le POPIR affilié au FRAPRU.

Manquait, sans doute, davantage de campeuses issues du terroir du quartier, en mal immédiat de logis, et pour cette raison déterminées à durer à condition d'obtenir l'appui d'un fort soutien populaire qui n'a pas manqué pour ce squat :

« ...les personnes mobilisées venaient d'horizons militants très diversifiés et, pour le temps de cette action au moins, très complémentaires. Les groupes communautaires, dont le POPIR-Comité Logement implanté depuis 40 ans à Saint-Henri, ont apporté la connaissance de l'enjeu et des besoins des ménages du quartier, la connaissance du terrain et de son propriétaire. Les résidentes et résidents de Saint-Henri qui ont participé massivement à la manifestation d'ouverture puis au squat ont apporté une vitalité quotidienne en venant y passer la journée, en faisant des dons, en participant aux activités ! Finalement, les militantes et militants, ceux et celles que Peter Sergakis [propriétaire du terrain occupé, NDLR], ignorant de la réalité militante montréalaise, a appelés "les anarchistes, les punks et même les carrés rouges", ont dormi toutes les nuits dans le squat, faisant fi des conditions et travaillant à la création d'un milieu de vie alternatif. » (Patricia Viannay, [Libre opinion - Un «squat» à Montréal? C'est un début de réponse](#), Le Devoir, 12/06/13)

Cette jonction repose sur un fond politique, soit la lutte contre les grands promoteurs privés mis en appétit par la rente foncière et agissant main dans la main avec les autorités municipales, quand ce n'est pas en collusion avec elles, dont le financement dépend principalement des taxes foncières :

« On a mis le développement du logement social à la remorque des grands développements privés qui, par ailleurs, créent une pression tellement grande sur le prix des terrains, que les coops et les OBNL d'habitation ne réussissent plus à boucler leur budget de réalisation et à sortir de terre. [...] ...la

*plupart des projets d'habitation sociale obtiennent leurs terrains dans le cadre des ententes négociées par la Ville auprès des promoteurs des projets résidentiels de 200 unités et plus. [...] Mais le pire effet pervers [...] c'est la pression importante que ces grands développements exercent dans les secteurs où ils se trouvent, tant sur le prix du foncier que sur celui des loyers. » (FRAPRU, [L'inclusion ne suffit pas : ca prend une réserve de terrains pour le logement social, Maintenant](#), 5/06/13)*

Est-ce une occupation sans lendemain ou la première d'une série qui pourrait s'échelonner tout l'été ce à quoi invite le POPIR ? Est-ce que les centrales syndicales et Québec solidaire, dont certaines militantes participaient à l'occupation en toute discrétion étant donné le quasi abandon de la rue par la direction du parti depuis le printemps érable, vont entrer dans la danse ? À suivre.

**Marc Bonhomme, 12 juin 2013**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)